

“L’Union doit aider les régions qui seront particulièrement impactées par le Brexit”

Union européenne Le Belge Karl-Heinz Lambertz est président du Comité des régions de l’UE.

Entretien Maria Udrescu
À Bucarest

Organisé ce 13 et 14 mars à Bucarest, le sommet du Comité européen des régions (CDR) entend apporter sa pierre à l’édifice de l’Europe de demain. Exacerbée par le chaos qui règne à Westminster, l’incertitude du Brexit occupe néanmoins les esprits. Le Belge Karl-Heinz Lambertz, président de cet organe consultatif composé des représentants locaux européens, met en garde contre les conséquences au niveau local du Brexit et appelle l’Union à offrir aux régions les moyens d’y résister.

Mettant en garde contre les conséquences du Brexit au niveau local, le CDR plaide pour une sortie ordonnée du Royaume-Uni de l’UE. Pensez-vous cela toujours possible ?

Honnêtement, je n’en sais rien. En cinquante ans d’expérience politique, je n’ai jamais vu une telle saga, encore moins provenant du Royaume-Uni, dont la perception collective sur le continent européen est celle d’une démocratie solide, un modèle historique de stabilité. C’est une démarche démagogique d’une extrême gravité, dont la responsabilité incombe à celui qui l’a initiée, à savoir David Cameron, mis sous pression par Nigel Farage. Il a joué avec le référendum. Il y a laissé sa tête. La personne qui lui succède repart dans ce même jeu particulier de spéculations et ne parvient pas à gérer un problème au sein du Parlement britannique, qui s’avère être le vrai maître du jeu. Theresa May fonce et perd le contrôle de l’histoire. Les choses sont devenues incontrôlables. Mais qu’est-ce qu’il se passe quand rien ne se passe ? Le Brexit est inscrit le 29 mars. Même si le Parlement britannique de-

mande un report du Brexit à une majorité de 101 %, n’importe quel État européen peut le refuser.

Deal ou no-deal, le Brexit aura des conséquences. Le CDR estime que les autorités locales et régionales européennes ne doivent pas être laissées seules face à ce défi. Que peut faire l’Union pour fournir une aide ciblée, adaptée ?

Des études ont même pointé des effets étonnants du Brexit. Que Zeebrugge, Gibraltar ou l’Irlande du Nord soient impactés, on le comprend. Mais on découvre que des petites régions de la Forêt noire allemande sont aussi fortement touchées, où des PME très performantes ont construit ensemble un fer de lance commun qui est l’Angleterre. L’UE est basée sur le principe de la solidarité et de la cohésion. Il faut utiliser les instruments de la politique européenne existants ou en créer des nouveaux pour aider les régions particulièrement touchées. On devra penser à des choses qui coûtent de l’argent. Est-ce qu’on intègre ça dans un des chapitres du prochain cadre financier pluriannuel ? Ou crée-t-on un instrument nouveau, comme l’a demandé le ministre-Président du gouvernement flamand, Geert Bourgeois ? Notons ici qu’il est aussi celui qui a refusé de participer à l’Alliance pour la cohésion (qui rassemble les acteurs qui considèrent que la politique de cohésion de l’UE doit en rester un des piliers, Ndlr)... La solidarité est une et indivisible, elle ne peut pas s’exercer à la carte.

Selon le CDR, un tiers des régions seulement ont mis en œuvre des mécanismes pour résister aux impacts du Brexit. La Belgique en fait-elle partie ?

La Belgique est fortement impactée, notamment à cause de la proximité avec le Royaume-Uni. De plus, le pays est petit, donc l’impact est proportionnellement plus grand. D’une manière générale, tout le monde est pris dans l’attente d’une clarification, se disant que ce ne sera peut-être pas si grave que ça. Ce n’est pas simple

de prendre des mesures quand vous avez un tel éventail de variantes. Les gouvernements belges qui vont se constituer après le 26 mai devront avoir un point Brexit dans leur liste de priorités. Les entreprises ont déjà pris des mesures. Il est important que le politique et l'économique se rejoignent.

Mais cela va être beaucoup plus difficile pour les Britanniques. Theresa May a dit qu'en cas de Brexit sans accord, Londres n'appliquera pas tous les tarifs douaniers de l'OMC, tant les entreprises britanniques dépendent d'importations depuis le continent. Mais

les Européens continentaux ont dit, eux, qu'ils allaient dans un premier temps considérer le Royaume-Uni comme un pays tiers.

Une étude de l'Université de Birmingham, sur laquelle se base le CDR, montre que ce sont les régions britanniques qui ont voté pour le Brexit qui en seront les plus impactées. Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

Le Brexit est largement le résultat d'une mobilisation populiste. C'est l'extrême succès de M. Farage, combiné au non-vote des générations jeunes. Ceux qui ont voté pour le Brexit sont souvent des régions en difficulté, aux populations desquelles on est parvenu à faire croire que leurs problèmes résultent de l'Europe. La perception est finalement décisive.